

Médias

## Ali Bongo, grand prédateur de la liberté de la presse

Cheville ouvrière d'un appareil de répression, le dictateur et ses acolytes sont hostiles à la liberté de la presse. Ils viennent de mettre en œuvre le fruit d'un brainstorming sur les possibilités de museler les hommes et femmes des médias opposés à leur régime obsolète et corrompu. Les journalistes d'« Echos du Nord » et « Faits Divers » sont leurs cibles privilégiées.

Par Jonas Moulenda

Qu'il est bien loin le temps où les journalistes étaient libres de dire ce qu'ils doivent dire et non ce que les politiques veulent entendre. En effet, le chef de la junte militaro-politique au pouvoir est un des pires prédateurs de la liberté de la presse sur le continent africain, voire dans le monde entier.

Dépassé par la vague de protestations qui gagne le pays, le dictateur Ali Bongo vacille sur son socle. Dans un instinct de survie politique, il répond par la terreur aux aspirations démocratiques des journalistes et de ses autres concitoyens. De fait, le chantre de l'émergence est devenu promoteur d'une violence sourde à la raison contre

son peuple.

Un jour, il devra d'ailleurs répondre d'une vaste opération de répression contre les manifestants en faveur de l'alternance politique au lendemain de sa défaite cuisante à l'élection présidentielle du 27 août 2016. Depuis son parachutage à la tête du pays en 2009 par de puissants lobbies, la liberté d'expression constitue l'une des premières revendications des populations. Or, sous son prédécesseur de père adoptif, c'était acquis. Quoique fragile.

Tentatives de manipulation de correspondants étrangers, arrestations et détentions arbitraires des journalistes indépendants, interdictions d'accès, intimidations, menaces, mise en place d'un dispositif répressif, etc. La liste des exactions contre la presse sous l'imposteur donne le

tour. Dans tout le pays, le travail d'obstruction de l'information va jusqu'à la tentative d'élimination physique par des chevaliers de la mort à la solde du pouvoir.

Ce climat de terreur a d'ailleurs poussé plusieurs journalistes à prendre le chemin escarpé de l'exil pour sauver leur peau. Les méthodes d'Ali Bongo sont dignes du totalitarisme. Son régime multiplie les efforts pour tenir les journalistes indépendants à l'écart, afin qu'elle ne diffuse pas les images de ses actes criminels et mafieux. La presse indépendante a rarement été autant un enjeu dans notre pays.

Le despote gabonais et ses collaborateurs, parmi lesquels le sulfureux Alain-Claude Bilie By Nze, déjà traditionnellement hostiles à la liberté de la presse, ont fait du

contrôle de l'information une des clés de leur survie politique. D'où évidemment la promulgation d'un nouveau Code de la communication intuitu personae. En fait, cette loi est orientée contre les journalistes d'« Echos du Nord », l'un des rares journaux à ne pas plier l'échine devant les menaces sans cesse croissantes du pouvoir.

Pendant les violences postélectorales, les journalistes gabonais et les envoyés spéciaux des médias étrangers ont été soit pris dans le feu croisé des violences entre militants et forces de l'ordre, soit les cibles directes des autorités. Ce qui nous rappelle dans les deux cas les risques qu'ils encourent dans leur indispensable mission d'information.

Le putschiste et ses comparses ne tolèrent que les journalistes exerçant



dans les journaux affiliés massive la plus efficace à leur régime. Ces médias pour déformer la réalité et contrôlés sont devenus manipuler les opinions l'arme de destruction publiques.

### Même Lénine écrivait son journal depuis l'exil

Par JM

Le nouveau Code de la communication promulgué par le chef des putschistes est inédit dans l'histoire de la presse au monde. Même à l'époque du parti communiste, celui-ci n'avait pas eu l'outrecuidance d'interdire aux journalistes exilés d'écrire dans les journaux restés au pays.

La preuve : c'est depuis son exil que Lénine animait sa publication « La Pravda » (en russe « Vérité » ou « Justice »), fondé à Saint-Petersbourg comme un journal de travailleur le 22 avril 1912. Après la dislocation de l'URSS, la rédaction du journal a été dissoute par Boris Eltsine, mais le